

RESSENTIMENT ET DEMOCRATIE

Qu'est-ce que le ressentiment et quel impact peut-il avoir sur la démocratie ?

A titre liminaire, le ressentiment est traditionnellement défini comme une émotion négative et pathologique plutôt chronique, liée à un sentiment complexe qui mêle frustration, amertume et colère face à une situation perçue comme blessante, à un grief non résolu ou à une impression de mépris. Il s'accompagne d'un constat d'impuissance à réagir à cette situation. Il naît fréquemment lorsqu'une personne se sent lésée, méprisée ou dévalorisée, mais qu'elle n'a pas les moyens ou l'opportunité d'exprimer ou de surmonter cette blessure dont la morsure va s'installer alors dans la mémoire, échapper à l'oubli et être ressassée dans le temps sans pouvoir trouver une porte de sortie. Le ressentiment ne désigne donc pas seulement le fait de ressentir la souffrance mais aussi et surtout le fait de ne pas cesser de souffrir de cette souffrance qui dure, d'où le sens du préfixe **re**-sentiment qui redouble le sentiment douloureux et l'installe dans une sorte de reviviscence permanente de la blessure initiale.

Son lien avec la démocratie, c'est Nietzsche qui, dans sa « *Généalogie de la Morale* (1887) » l'a établi en faisant de la démocratie la forme politique (et du christianisme la forme religieuse) du ressentiment après que celui-ci ait, selon lui, motivé la révolte des esclaves judéo-chrétiens contre les maîtres de l'empire romain. Cet épisode historique n'est pas le seul, d'autres ont montré que le ressentiment pouvait aussi aller de haut en bas et qu'il pouvait avoir un autre impact sur la démocratie, soit en la menaçant d'un retour en arrière (le ressentiment contre-révolutionnaire du XIX^{ème}), soit en allant jusqu'à la détruire complètement (ressentiment de l'Allemagne nazie contre le Traité de Versailles, conjugué au ressentiment antisémite) - (cf Marc Ferro « *Le Ressentiment dans l'histoire* »).

De tels effets du ressentiment dans l'histoire interrogent d'emblée. Il faut que le ressentiment soit une émotion diablement puissante pour vaincre un empire ou entraîner tout un peuple dans une guerre totale et la destruction d'un groupe humain. Ou alors, le ressentiment serait quelque chose de plus complexe qu'une simple émotion. C'est ce que vont s'attacher à montrer deux auteurs qui ont travaillé directement sur le ressentiment : Max Scheler (« *L'Homme du Ressentiment* (1912) » qui en a fait une lecture phénoménologique et Cynthia Fleury dans « *Ci-gît l'Amer* (2020) » qui a procédé à une lecture psychanalytique. Pour ces deux auteurs, le ressentiment est en réalité un processus évolutif qui mobilise et met en jeu quasiment l'ensemble des émotions négatives, un processus dynamique au cours duquel ces émotions s'entrelacent, se conjuguent entre elles, se « coagulent » et s'enchaînent les unes aux autres en quatre moments successifs :

- 1) le moment où le sujet subit une blessure ou une humiliation ou en éprouve la menace ;
- 2) le moment où le sujet encaisse le coup sans pouvoir riposter ou faire face à la menace et s'enferme dans la rumination de son impuissance ;
- 3) le moment où il revendique le statut de victime et en vient à éprouver un désir de vengeance ;
- 4) le moment enfin où il va partager son ressentiment avec ses semblables de manière grégaire.

Partant de là, on cherchera à savoir si un tel processus est aujourd'hui à l'oeuvre dans la société contemporaine. Et si oui, sous quelle forme, entre quels acteurs, dans quelle direction et avec quel impact sur la démocratie ? Pour tenter de répondre, je propose de partir de cinq enquêtes sociologiques de terrain, cinq enquêtes qui ont en commun de mettre au jour une conflictualité entre deux types de groupes sociaux qui ont la particularité d'appartenir aux mêmes classes populaires, mais avec cette différence que les uns sont intégrés économiquement et les autres en situation de précarité. Pour les spécialistes de la question sociale, les premiers font partie d'une zone dite d'intégration où l'on dispose d'un emploi et de liens sociaux tandis que les seconds sont relégués dans une zone de désaffiliation (R. Castel), de disqualification (S. Paugam) ou de désinsertion (V. De Gaulejac) c'est à dire d'une zone où les individus peuvent être privés de l'une ou l'autre de ces deux ressources, voire le plus souvent des deux à la fois. Ces deux zones sont séparées par une zone de transit intermédiaire dite de vulnérabilité.

La question que posent ces enquêtes est la suivante : cette conflictualité dont la singularité est donc d'être intra-classe, est-elle le signe d'un nouvel épisode de ressentiment social ?

Les enquêtes au prisme du processus ressentimentaire

Les enquêtes se focalisent sur les comportements de groupes appartenant à la zone d'intégration. Une première enquête est tirée de l'ouvrage de 1) Thomas Frank « *Pourquoi les pauvres votent à droite* », où les groupes intégrés sont constitués des ouvriers reconvertis du Kansas, Etat traditionnellement démocrate qui a basculé vers l'ultra-conservatisme après la désertification industrielle de la Rust Belt ; 2) Benoît Coquard : « *Ceux qui restent* », en l'occurrence les « *bandes de potes* » composées des ouvriers qualifiés occupant les emplois non délocalisables nécessaires à la vie autochtone dans le Grand Est de la France qui lui aussi a subi la crise des industries traditionnelles ; 3) Félicien Faury « *Des électeurs ordinaires* », l'étude se concentre sur les classes populaires et moyennes basses de la Région PACA qui sont moins marquées par la crise économique mais qui se sentent cependant vulnérables et fragiles face à la concurrence grandissante pour l'accès aux ressources locales que leur imposent à la fois de plus riches et de plus pauvres qu'eux, 4) Violaine Girard : « *Le vote FN au village* », concerne les couples plutôt jeunes qui ont quitté les cités pour s'installer dans la périphérie pavillonnaire lyonnaise avec tous les efforts et les difficultés que cela peut représenter, 5) Norbert Elias et J. Scotson « *Logique de l'exclusion* » exclusion que les familles anciennement installées (*insiders*) dans une petite ville à proximité d'une grande métropole anglaise, pratiquent à l'égard de populations nouvelles (*outsiders*) qui ont dû quitter leurs régions d'origine pour trouver un emploi et qui sont rejetées derrière une ligne symbolique de chemin de fer alors qu'elles travaillent pourtant dans les mêmes entreprises et appartiennent à la même ethnie.

Je propose d'entrer dans ces enquêtes en utilisant le processus ressentimentaire comme la grille de lecture qui nous permettra de retracer et d'appréhender les comportements de ces groupes à chacune des étapes de ce processus :

1. Etape de la blessure originelle :

Certains des groupes ont connu les affres de la désertification industrielle avec tout ce que cela représente de désolation, de frustration et d'angoisse, d'autres s'efforcent de maintenir leur rang ou d'améliorer leurs conditions de vie dans des environnements où la concurrence devient de plus en plus rude pour l'accès aux ressources locales qui se raréfient (emplois, logements, scolarité, ...). Tous éprouvent une sensation de vulnérabilité économique et sociale qui engendre un mélange d'émotions tristes : la colère de ne pas être soutenus par des pouvoirs publics de plus en plus lointains, la rancœur à l'égard d'élites progressistes qui les ont trahis en adhérant aux idées néolibérales, l'indignation d'être privés d'une partie de leurs revenus au motif d'une redistribution fiscale que les populations bénéficiaires ne mériteraient pas forcément à leurs yeux. Et puis bien sûr, la peur qui peut prendre différentes formes : peur pour le maintien de leurs positions sociales, peur pour l'avenir, l'identité et l'intégrité de leurs territoires en déclin, peur d'une dévalorisation de leur patrimoine qu'entraînerait l'installation à proximité d'un HLM ou, pire à leurs yeux d'un centre d'accueil pour immigrés, peur pour la scolarité et l'avenir des enfants lorsque le rectorat envisage de fermer l'école du village, peur des fins de mois difficiles, peur de ne pas avoir les reins suffisamment solides pour faire face au lendemain ... Autant d'émotions qui s'exacerbent lorsque les moyens viennent effectivement à manquer ou que se profile le risque d'un « faux pas » (chômage, difficultés à rembourser le prêt ou à terminer les travaux du pavillon, accident de santé, divorce, problèmes relationnels ...) ; survient alors l'angoisse d'une double peine, non seulement celle qu'il y aurait à affronter des difficultés personnelles et familiales mais aussi et surtout celle ne plus pouvoir tenir son rang dans le groupe ; cette menace est à la mesure de l'humiliation qu'il y aurait alors à rejoindre ceux-là mêmes que l'on a pu disqualifier moralement, dont on a tout fait pour se démarquer et à l'égard desquels on a pu aller jusqu'à éprouver de la haine et du dégoût. Humiliation à l'idée d'être assimilés à ceux que l'on a décrétés inassimilables.

2. Etape de l'impuissance et de la rumination :

Le moment suivant est celui où le sujet encaisse le coup de ces blessures sans pouvoir riposter, le moment où il doit faire face aux menaces sans avoir les moyens de s'en protéger et où il se trouve alors envahi par une sensation de faiblesse, de fragilité et d'impuissance qui l'incite au repli sur soi. Plutôt que de s'exprimer, la colère, la rancœur, l'indignation et la haine sont retenues et refoulées ; elles s'exaspèrent alors à petit feu et s'enchevêtrent pour produire ce que Scheler appelle une « plaie purulente » et un « auto-empoisonnement », quelque chose qui vient cogner et cogner sans répit à la conscience, qui se mâche et se remâche avec, nous dit Cynthia Fleury, « cette amertume d'un aliment fatigué par la mastication » (un grondement intérieur rendu plus explicite en allemand : *der Groll* !).

Pour les groupes, ce sentiment d'impuissance est à la mesure de chacune des blessures et des menaces : impuissance face à la crise économique et à la mondialisation, face à la violence institutionnelle de l'Etat qui orchestre selon eux la spoliation d'une partie de leurs revenus et impose des quotas d'habitat social, face à la passivité de pouvoirs publics incapables de plus de justice à l'égard de ceux qui ont pourtant le mérite de respecter la norme - travailler, payer ses

impôts, suivre les règles - (F. Faury), impuissance face à la montée de l'économie souterraine qui ajoute à l'idée d'une concurrence déloyale, face au constat d'une dégradation continue de leurs lieux de vie due à la disparition des entreprises locales et à l'éloignement subséquent des services publics, impuissance à surmonter les frontières culturelles que leur imposent avec condescendance de nouveaux voisins plus diplômés dans les zones périurbaines où l'on vient de s'installer, sentiment d'être de leur point de vue privés de sa liberté d'expression lorsqu'il s'agit de « soulever les vrais problèmes de fond » notamment ceux liés à l'immigration (cf Thomas Hochmann « *On ne peut plus rien dire !* »), etc, etc... Dans un climat géopolitique et écologique déjà globalement anxiogène, cette sensation diffuse d'impuissance a tendance à s'étendre à un ensemble de plus en plus large et indéterminé d'entités hostiles (élus, fonctionnaires, syndicats, journalistes, juges, ...) jusqu'à ce que tout soit contaminé et que le regard tape sur tout ce qui l'entoure. Ouvrant la voie au complotisme, cette sensation de faiblesse perd en discernement et en détermination ce qu'elle gagne en intensité, et ceci avec l'actif concours des nouveaux « entrepreneurs de la peur » (cf Antoine Bristielle), « ingénieurs du chaos » (cf Guliano Da Empoli) et professionnels de la rumination que sont les médias réactionnaires, les réseaux sociaux, des influenceurs auto-désignés (cf Olivier Mannoni - « *Coulée brune* »), les trolls (cf Valentin Husson - « *Foules Ressentimentales* ») et les tenants de la post-vérité (cf Mickaël Lainé « *L'ère de la post-vérité* »).

3. Etape clé du processus ressentimentaire, celle de la revendication victimaire et du désir de vengeance :

Selon la psychanalyse, deux chemins s'ouvrent alors face au sujet rongé par un sentiment d'impuissance qui tourne à l'obsession : un premier chemin qui peut l'amener à abandonner la partie et à s'exposer au désespoir, c'est le chemin du renoncement, du dépérissement, de l'effondrement psychologique, de la névrose et, dira Nietzsche, du nihilisme. L'autre chemin est celui de la revendication victimaire et de la recherche de coupables. Ce chemin est celui de l'instinct de survie, celui qui permet au sujet par nécessité vitale, de surmonter l'angoisse en lui attribuant une cause. Le sujet trouve là le moyen de quitter le malaise qui le minait de l'intérieur en le reportant sur un dehors, sur un « hors-soi » jugé coupable sur lequel « il puisse, réellement ou en effigie, et sous n'importe quel prétexte, dit Nietzsche, décharger ses passions afin d'étourdir la douleur » (GM, II). C'est le moment où, dit Martha Nussbaum, « quelqu'un doit payer pour la peur que l'on ressent ». En requérant une sanction, en recherchant des coupables, des boucs émissaires, la revendication victimaire offre au sujet un soulagement émotionnel, un remède analgésique en ce qu'il octroie un objet à son angoisse et lui donne le sentiment de pouvoir reprendre le contrôle de sa vie, de recouvrer une forme d'agir ne serait-ce qu'à travers l'espoir d'une vengeance ou d'une revanche politique, sociale, ethnique et culturelle, dont la perspective est déjà une source de réconfort même si elle reste lointaine et incertaine.

Pour les groupes intégrés, les coupables sont clairement identifiables : ce sont les populations précaires, reléguées et d'une autre couleur de peau. Et ceci parce qu'il existe une règle selon laquelle, nous dit Robert Castel, une société en grandes difficultés a toujours tendance à reporter la responsabilité de ses malheurs sur sa partie la plus faible plutôt que sur sa partie supérieure. Pourquoi cette règle ? Pourquoi ceux qui subissent davantage la crise sont-ils accusés d'en être

la cause ? Parce qu'en cas de crise, les groupes établis sont ceux qui ont le plus à perdre et que leur première préoccupation est avant toute chose de s'éloigner et de se démarquer de ceux d'en-dessous, de tenir à distance le risque de déclassement que ces derniers incarnent et de se rassurer en retour sur la capacité de résilience de leurs propres positions. Ce besoin de s'éloigner du bas se conjugue avec le désir de se rapprocher du haut non pas vraiment par envie des oripeaux du confort petit bourgeois réservé à leur *minorité du meilleur* mais parce que ce rapprochement est avant tout le signe d'un échappatoire possible par le haut. La richesse même la plus élémentaire est moins enviée pour elle-même que pour la sécurité qu'elle procure face à un avenir incertain et pour la certitude qu'elle donne d'être du bon côté de la barrière (cf Nicolas Duvoux - « *L'avenir confisqué* »). La rancœur n'est en outre jamais dirigée contre les élites économiques qui décident pourtant de leur présent et de leur avenir. Parce que ces élites sont incarnées localement par les petits patrons que l'on côtoie au quotidien dans et en dehors des entreprises et qui représentent le modèle de réussite méritocratique auquel on aspire ou que l'on respecte comme on respecte l'esprit d'entreprise dans les zones artisanales et industrielles situées en périphérie urbaine où tout a été fait pour se défaire de l'emprise syndicale.

Ce rabattement de la conflictualité sur les groupes les plus faibles a cependant une caractéristique qui n'est pas sans incidence sur le sentiment de vulnérabilité des groupes établis : celle de procéder non pas de facteurs économiques objectifs mais d'une construction sociale consistant à bâtir en imagination une polarisation morale entre un « eux » et un « nous ». Une construction qui ne repose donc que sur les croyances et les habitudes de comportements qui façonnent les interactions sociales quotidiennes entre groupes, une construction qui produit en conséquence des frontières symboliques par définition fragiles et potentiellement poreuses. Edifiées le plus souvent sur le « narcissisme des petites différences » dont parle Freud, ces frontières contribuent au sentiment de vulnérabilité des groupes établis et nécessitent d'être remaçonnées en permanence, voire amplifiées, sur-investies et exagérées afin de résister à l'érosion du temps. La construction d'une polarisation, nous dit Bart Brandsma « a besoin de carburant. Elle fonctionne comme un feu de cheminée qu'il ne faut pas laisser trop longtemps sans surveillance. On doit sans cesse revenir ajouter une nouvelle bûche dans l'âtre ».

4. Etape du partage collectif :

Le ressentiment est de tendance collective et grégaire, il donne lieu à une « mentalité de troupeau » (spécifique à la démocratie pour Nietzsche) : il agrège et crée des tribus ou des clans au sein desquels l'individu se rassure en partageant avec ses semblables la même conviction victimaire. « A quoi reconnaît-on les siens, aux mêmes rancunes » dit Marc Angenot. Ce besoin impérieux de se rassurer avec d'autres fait dire à Nietzsche qui n'est jamais avare d'excès de méchanceté, que son sujet ressentimentaire n'est probablement pas à l'abri d'une certaine mauvaise foi lorsqu'il est seul face à sa conscience ou à son miroir, il le soupçonne d'être au fond comme il le dit, « ni franc, ni naïf, ni loyal envers lui-même, son âme louche, son esprit aime les recoins, les faux fuyants et les portes dérobées ». (Cf l'anti-héros des « *Carnets du sous-sol* » de Dostoïevski). Pour les groupes, on retiendra surtout l'idée des recoins, recoins qui prennent la forme de réseaux sélectifs d'entre soi, de communautés affinitaires, solidaires et protectrices où l'on est conforté dans ses convictions, où les scrupules s'annulent plutôt qu'ils ne s'additionnent, où l'on

détourne le regard de soi-même pour se consacrer à la cause commune (cf Louis Godbout « *le Discours du ressentiment* ») et où l'adhésion aux partis extrêmes est devenue un signe de reconnaissance et de ralliement, voire la condition même pour faire partie du groupe. Ces entre-soi ne sont pas seulement rassurants, ils sont aussi gratifiants en ce qu'ils permettent d'occuper les pouvoirs locaux au sein des municipalités et des associations sportives que la bourgeoisie a désertées, de se réserver à soi et à ses proches les emplois, les logements ou les places dans le nouveau lotissement et de résister à l'obligation légale de respecter les quotas d'habitat social afin de maintenir à distance une population que l'on a pas envie de voir venir.

La matrice historique de ce nouveau ressentiment social

Il nous reste pour une lecture plus complète du ressentiment, à inscrire son processus, comme l'a fait Nietzsche, dans l'histoire. Les enquêtes suggèrent à ce propos que le ressentiment contemporain a pour matrice historique, la chronique des fractures sociales qui, dans les dernières décennies du XXème siècle, ont entraîné l'écartèlement des classes populaires en deux entités séparées par la frontière de l'emploi. Pour Olivier Schwartz, qui a notamment étudié à ce propos les comportements des conducteurs de la RATP, ces fractures intra-classes sont l'une des principales caractéristiques des sociétés occidentales contemporaines depuis l'onde de choc du chômage les années 70/80. Là où elles rencontrent le ressentiment, selon lui, c'est lorsque les politiques de protection sociale contributives mises en oeuvre après-guerre se sont avérées insuffisantes à pallier cette onde de choc, et qu'elles ont dû être complétées par des politiques d'assistance à grande échelle (institution du RMI puis du RSA). Ces politiques d'assistance ont été de même nature que celles instituées sous la IIIème République au nom d'un devoir de solidarité nationale de lutte contre la pauvreté ouvrière provoquée par la Révolution Industrielle ; elles ont donc non seulement eu pour effet de remettre la misère au centre des préoccupations sociales mais aussi de réintroduire le ressentiment qui innervait les rapports sociaux du XIXème siècle. Jaurès l'avait déjà pressenti, le problème des politiques d'assistance est de placer ceux et celles qui en bénéficient en position d'infériorité et de dépendance, avec l'idée sous-jacente que la pauvreté relèverait moins d'une cause extérieure que d'une responsabilité individuelle. Pour Nicolas Duvoux, « le ressentiment devient la passion sociale dominante quand une société donne de l'importance aux politiques d'assistance » : celles-ci sont, par définition individualisées, déconnectées d'une contribution tirée du travail et simplement basées sur un plafond de ressources ; elles ciblent alors leurs destinataires, les enferment dans une image d'autant plus douloureuse que ces aides peuvent difficilement être dénoncées et les désignent à la vindicte de ceux qui les financent par leurs cotisations ou leurs impôts sans en bénéficier eux-mêmes alors que leurs revenus se situent souvent à peine au dessus du seuil de ressources fixé. Devenues lignes de partage ou de flottaison, les frontières de l'éligibilité aux aides sociales se sont ainsi transformées en frontières morales, générant la rancœur de contributeurs s'estimant injustement lésés au profit de catégories sociales profitant d'un système de redistribution fiscale dont la légitimité ne va pas cesser d'être remise en question sous la pression des démagogues.

Et cet effet discriminant des politiques d'assistance ne s'est pas arrêté là ! Il s'est encore accru sous le poids du modèle de justice sociale qui est quasi unanimement partagé aujourd'hui, celui de l'égalité des chances et de la méritocratie, modèle qui a remplacé le modèle classique de

l'égalité des places et qui prône non pas un égalitarisme pour tous mais un égalitarisme électif réservé à ceux qui *se lèvent tôt et traversent la rue*. Ce modèle est devenu dominant sous l'injonction néolibérale à devenir *l'entrepreneur de soi-même* ; il a exposé les populations fragiles à des normes d'autonomie et de réalisation individuelle largement sinon totalement inaccessibles pour la plus grande partie d'entre elles. Il a eu pour effet d'accroître encore l'image négative de ceux à qui, dit Castel, « on demande beaucoup trop alors qu'ils ont déjà peu ». Comme le montre Wendy Brown, le néolibéralisme ne s'est pas contenté de réduire l'Etat social mais il a transformé les citoyens titulaires de droits en individus responsables de la valorisation de leur « capital travail ». Il a redéfini les aides sociales comme des investissements conditionnels destinés à rendre les individus plus employables et compétitifs. Il a fait des pôles emplois des machines à évaluer les bénéficiaires en fonction de leurs performances, conditionné les aides à des comportements jugés « responsables » et suspendu leur attribution à leur engagement à rendre des comptes. Bref, comme le dit Nicolas Duvoux, le néo-libéralisme a fait de la pauvreté le résultat d'un déficit individuel, et ce faisant, il a responsabilisé pour mieux exclure. C'est ainsi que les chômeurs sont devenus implicitement suspects d'inefficacité ou d'irresponsabilité, qu'ils ont été condamnés à vivre leur condition comme un échec personnel dû à leur propre incurie plutôt qu'au manque d'emplois. Et si le chômage vient à durer et que le sujet n'est plus en mesure de se battre, sombre dans une addiction quelconque et détruit ses supports affectifs, alors, il suffira d'un pas dans l'esprit des « bandes de potes » et des « bonnes familles », pour qu'il soit affublé de l'image du chômeur volontaire, et qu'il aille rejoindre à ce titre ce que Norbert Elias appelle la *minorité du pire* de la population précaire qui vient de l'absorber. Cette minorité du pire, c'est celle qui se compose de la panoplie visible de ce que Cynthia Fleury nomme les « grillés de l'interconnaissance », ces assistés qu'une « fantasmagorie débordante » à vite fait de transformer en *parasites, marginaux, délinquants, branleurs, fainéants, racailles, loubards*, ... la panoplie de tous ces *traine-savates* qui glandent dans l'espace public ou le bistrot du village que les bandes de potes ont désertés pour éviter de les croiser.

Aujourd'hui, 80% de la population française est sujette à la sensation d'une vulnérabilité de masse alors qu'on estime à 15 % la population véritablement sujette au risque de déclassement. La peur, dès lors qu'elle est fantasmée, n'a que faire des différences de classes, de statuts ou de catégories socio-professionnelles ; elle transcende ces différences au point qu'une partie des classes moyennes a de plus en plus tendance à rejoindre le point de vue des classes populaires intégrées selon lequel les populations précaires et immigrées seraient responsables de leurs malheurs et des problèmes sociaux en général. Le ressentiment à l'égard de ces dernières s'est donc propagé par capillarité à cette classe moyenne dans laquelle Tocqueville, Henri Mendras ou Georg Simmel ont vu le centre de gravité stabilisateur, pacificateur et intégrateur de la société démocratique moderne. Le ressentiment est ainsi allé à contre courant du progrès de civilisation que cette classe intermédiaire était censée incarner pendant les Trente Glorieuses. Il a conduit à l'inversion des valeurs fondamentales de cette démocratie idéalisée, la liberté consistant désormais pour l'homme moderne du ressentiment, à être délié de ses devoirs d'égalité, de fraternité et de solidarité à l'égard d'autrui.

Un ressentiment anti-démocratique ?

La question est alors la suivante : si Nietzsche a fait de la démocratie la forme politique née du ressentiment, le ressentiment d'aujourd'hui serait-il en voie de se retourner contre elle ? Serions-nous à l'aube d'un nouvel épisode de ressentiment anti-démocratique ?

Pensée mythique sécuritaire et ressentiment :

Selon Ernst Cassirer, cette hypothèse n'est pas à exclure et ceci en raison du fait que toute société en crise non seulement se retourne contre sa partie la plus faible mais peut de manière concomitante être sujette à la résurgence de ce qu'il nomme une pensée mythique sécuritaire. C'est à dire une pensée qui comme le veut la fonction étiologique des mythes, redonne du sens à un monde incertain et procure le sentiment de reprendre la main sur celui-ci. Cette pensée qui a notamment été celle de l'Allemagne nazie des années 30, explique le monde en se structurant immanquablement autour des éléments suivants : elle met d'abord en avant la présence d'une menace diffuse suscitée par un ennemi invisible, infiltré et omniprésent, le plus souvent déshumanisé sous les figures du parasite, de la vermine, du virus ou d'une force obscure ; elle postule l'existence d'une communauté homogénéisée autour des notions de « peuple », de « race », de « nation » et de « civilisation » ; elle suppose en conséquence le recours nécessaire à un sauveur incarnant la fonction du « héros » seul capable de juguler ladite menace et elle entraîne enfin la suspension de toute rationalité critique au profit de récits purement émotionnels. Simplifiant à l'extrême la complexité du monde, elle devient imperméable aux arguments rationnels. Elle fonctionne, dit Cassirer « comme un puissant corrosif qui réussit à dissoudre et à désintégrer toutes les autres valeurs », elle rassure par « des promesses hasardeuses, voire complètement irréalisables » et se caractérise essentiellement par la recherche de responsables après avoir transformé la peur de l'avenir en une peur de l'autre.

Le rapprochement entre cette mythologie sécuritaire et la mécanique ressentimentaire devient patent lorsque Cassirer affirme que cette pensée mythique ne procède pas d'une élaboration rationnelle mais puise au plus profond des émotions humaines et que sa mécanique psychologique centrale est celle de l'envoûtement. C'est à dire d'un état émotionnel collectif ou individuel dans lequel les capacités de distanciation critique, de discernement, de jugement réflexif et de vérification rationnelle sont suspendues au profit d'une adhésion affective immédiate à un récit victimaire vécu comme étant d'une évidence indiscutable. Cette adhésion est spontanée parce que mettre en doute le récit d'une victime ne peut être perçu que comme une violence morale supplémentaire, une rupture de solidarité ou, plus grave, comme une suspicion envers la crédibilité de la victime elle-même. Cette posture victimaire selon laquelle la souffrance impose immédiatement reconnaissance produit ce que Nathalie Heinich appelle une butée d'argumentation dont l'effet est de rendre inaudible tout récit alternatif.

Un exemple de ce récit victimaire qui se ferme sur lui-même et s'immunise contre toute contradiction, on le trouve dans la déclaration de José Antonio Kast le soir de sa victoire à l'élection présidentielle chilienne : « Sans sécurité, il n'y a pas de paix. Sans paix, il n'y a pas de démocratie et sans démocratie, il n'y a pas de liberté. Et le Chili redeviendra libre du crime, de l'angoisse et de la peur ». La logique est implacable : elle consiste à construire l'image

angoissante d'une société liberticide exposée au crime en raison du laxisme probable des gouvernements antérieurs et à dessiner en creux la figure de criminels d'autant plus dangereux qu'ils sont encore invisibles. L'argutie rend toute contradiction suspecte et obscène. Comment s'opposer en effet à l'idée que « la sécurité est la première des libertés » sans être accusé de défendre la criminalité et de mettre en doute l'angoisse et la souffrance des victimes ?

Un tel récit victimaire a un objectif, celui de produire ce qu'Antoine Bristielle appelle une polarisation affective entre un « eux » et un « nous » synonyme de replis identitaires dans des entre-soi idéologiquement homogènes et dans des territoires vécus comme des refuges ou des bulles émotionnelles. Dans ces espaces vivant en vase clos où la peur replie, divise et paralyse, cette polarisation s'effectue d'abord, dit-il, « sans bruit » dans une sorte de « torpeur démocratique ». Ne produisant qu'impuissance et désespérance, la démocratie « dort debout » jusqu'au moment où la désignation d'un coupable permettra à la colère d'entrer en jeu ; l'éveil peut alors être brutal lorsqu'une simple élection ou, plus exactement une simple abstention de trop provoquera un basculement. Alors, « un candidat surgira. Il ne parlera pas à tout le pays, seulement à « ceux qui ont peur pour de bonnes raisons ». Il ne cherchera pas à rassembler, mais à opposer. A pointer ces « hors soi » qui menacent, qui détestent la France, qui vivent « aux crochets du système. Son programme ne semblera pas extrême à ses électeurs ; il ne fera que répondre à leurs peurs. Et à leur colère ».

Que faire ?

Alors que faire contre ce récit sécuritaire et ses effets de clôture et d'enfermement ? Que faire face à l'effet de polarisation qui ne se contente pas de figer les débats mais fracture le tissu social et alimente le ressentiment ? Que faire pour que cesse l'effritement du langage commun et ce basculement vers des modes de socialisation anti-démocratiques ?

La réponse indispensable du droit et de la raison :

Nietzsche et Scheler ont fait du ressentiment un empoisonnement, une intoxication psychologique collective. Cassirer en fait un envoûtement des esprits, la psychanalyse une emprise émotionnelle, un délire victimaire ou une névrose obsessionnelle. On pourrait donc penser que la première chose à faire serait de soigner ceux qui sont sujets à de telles pathologies. Sauf que pour le spécialiste reconnu du populisme qu'est Jan-Werner Müller, ce serait une erreur. Faire du populisme un objet de psychologie sociale reviendrait, selon lui, à ravalier la politique au rang d'une « thérapie de groupe ». Ce serait vouloir le discréditer et le disqualifier moralement avant même d'en avoir fait l'analyse préalable indispensable pour en comprendre les ressorts et le combattre de manière adéquate. Ce serait, dit-il, « se faciliter un peu trop la tâche » alors que « nous sommes en droit d'exiger de ceux qui entendent défendre la démocratie qu'ils se confrontent les yeux dans les yeux aux populistes au lieu de vouloir, avec condescendance, les soigner ».

Le populisme se définit fondamentalement et avant tout par sa prétention autoritaire à exclure toute forme de médiation entre un leader et son peuple, à détruire toute forme de pluralisme et à remettre en question à cette fin l'Etat de droit et la constitution. Ce combat doit se situer sur le terrain des idées, du droit et de la raison. Il doit, selon Müller, se garder d'entrer dans le champ des émotions et de la pathologie parce ce serait là commettre plusieurs erreurs rédhibitoires.

La première erreur serait de penser que le vote populiste procéderait d'une fausse conscience c'est à dire d'un désarroi idéologique qui ferait que les individus en crise seraient aveuglés par leur rancoeur au point de ne plus percevoir clairement leur véritable situation sociale et leurs intérêts de classe. Egaré, le peuple se tromperait de colère et d'ennemis et la solution consisterait à ce qu'il passe d'un mauvais à un bon ressentiment, d'un ressentiment pathologique à un ressentiment légitime. Un ressentiment autrement dit dont les ingrédients de haine et de rancoeur pourraient être re-dirigés vers des cibles qui le rendraient juste. Ce serait un erreur parce que cela reviendrait à renvoyer aux groupes une image de déficit politique et culturel qui résonne quelque part avec les préjugés pré-démocratiques selon lesquels les masses et « la populace » ne seraient pas en mesure de penser par elles-mêmes. Il leur faudrait alors être guidées par un leader charismatique capable de mobiliser les passions et de remettre les esprits à l'endroit sur la voie du vrai conflit. Dès lors, cependant, tout risque de s'enrouler dangereusement, prévient le constitutionnaliste Dominique Rousseau, « le chef plutôt que les assemblées délibérantes et, au bout du chemin, le régime du prince-peuple plutôt que celui de la démocratie ».

Plus généralement, ce serait une erreur que de considérer le ressentiment comme une passion sociale qui porterait en elle un désir de justice. Comme l'affirme Cynthia Fleury, « le ressentiment n'est pas la colère. La colère peut être juste ; le ressentiment est une fixation », une fixation sur la blessure et la nécessité d'en trouver le coupable. Il n'ouvre donc pas vers un horizon plus juste mais seulement vers la perspective d'une vengeance et d'une négation d'autrui et n'a donc rien d'une indignation légitime. Il n'y a pas de bon ressentiment.

Une autre erreur serait de penser avec Scheler que le ressentiment populiste puisse s'écrouler sous son propre poids de haine : une communauté structurée uniquement par le mépris, la rancoeur et la dénonciation, ne saurait selon lui se maintenir dans la durée faute de valeurs positives. Ce serait oublier selon Michel Feher, que le vote extrémiste a par essence, le caractère performatif d'un véritable engrenage : « S'il n'est pas en effet » dit-il « nécessaire de partager, toutes les convictions des cadres du RN pour s'aventurer à les gratifier d'un vote, la démarche consistant à soutenir leurs candidatures, surtout si elle se répète à intervalles réguliers, conduit celles et ceux qui l'entreprennent à intégrer le point de vue qu'ils accréditent. ». La répétition du vote extrémiste n'est pas seulement un acte de fidélité mais un processus continu d'auto-persuasion et d'auto-légitimation collective qui se meut progressivement en une véritable revendication de représentativité politique.

Ceci dit, Cynthia Fleury insiste souvent sur le fait que le ressentiment est un piège, un piège qui se referme sur les individus mais dont on peut penser qu'il se referme aussi sur les populistes eux-mêmes. Un piège parce qu'ayant été le moyen de parvenir au pouvoir, le ressentiment s'avère être le seul moyen de s'y maintenir. Un piège qui oblige les populistes à agiter sans relâche le

chiffon rouge d'une insécurité permanente et de maintenir le « vrai peuple » dans un perpétuel état de victimisation et par voie de conséquence d'insatisfaction et de ressentiment anti-démocratique. Le modèle populiste de la démocratie dite illibérale est celui d'une démocratie remontée contre elle-même, nécessairement victimaire, ruminante, mécontente, maugréante et suffisamment envoûtée pour pouvoir être indemnisée par des promesses irréalistes. Il eut sans doute été préférable pour Trump de maintenir le peuple sous l'emprise du ressentiment à l'égard des immigrés plutôt que de s'exposer à la brutalité des images produites par la police américaine de l'immigration qui a fini par fragmenter son électorat. Il en va de même lorsque ces promesses électorales viennent se heurter à la réalité quand le discours anti-immigration doit composer avec le besoin de main d'oeuvre. L'ingénierie de la non-issue paraît être le meilleur moyen pour les populistes d'éviter de se confronter à la complexité de l'existence et à l'irréalisme de leurs promesses. Toutefois, l'exemple récent de la Hongrie montre que cette posture ambivalente n'est peut-être pas tenable trop longtemps. Il est probable que le trumpisme s'effondrera de même sous ses propres excès mais le risque évidemment est que Trump n'ait plus alors d'autre recours pour sortir du piège que de relancer ses troupes à l'assaut définitif du Capitole.

Il sera alors clair que l'avenir de la démocratie dépendra une fois encore de la solidité de ses institutions et de ses contre-pouvoirs. Or cette assurance de garantie est battue en brèche et soumise actuellement à un travail de sape qui ébranle ces dernières défenses démocratiques en les accusant d'être des freins au rétablissement national-identitaire et sécuritaire du pays. Un travail qui consiste à accuser à la moindre occasion, par exemple, les pouvoirs judiciaires d'être des obstacles à la sécurisation policière des banlieues, les médias progressistes de ternir l'image de la nation, les bibliothèques et les musées de déformer le récit de l'imaginaire national, les universités d'être des nids d'islamo-gauchisme et de wokisme, les syndicats d'être des freins de productivité, le planning familial de détruire la famille et les organismes de protection sociale d'avoir une *préférence étrangère* pour dépenser un *pognon de dingue* au profit de ceux qui n'en restent pas moins pour autant dangereux à divers titres, etc... Et ceci jusqu'à ce que ces institutions prennent le risque de s'effacer d'elles-mêmes, prévient Bristielle «sur un enchaînement d'aveuglements, de cynisme et de silences ». Les injonctions au droit et à la raison évoquées par Jan-Werner Müller sont donc indispensables à la défense institutionnelle de la démocratie.

Mais problème : sont-elles suffisantes pour mener le combat dès lors qu'elles se heurtent à la fermeture et à la butée du récit victimaire ? Sont-elles suffisantes si elles sont reçues comme une preuve supplémentaire de la véracité même de ce récit au prétexte qu'elles émaneraient d'élites progressistes et intellectuelles situées en surplomb de la société, considérées hors-sol et non exemptes d'un certain mépris de classe ? Sont-elles suffisantes, ces injonctions au droit et à la raison, face à des discours et des attitudes qui jouent exclusivement sur les émotions et bloquent toute possibilité de débats et d'échanges rationnels ?

Prendre aussi en compte les émotions et passions publiques :

Face à ce genre de situation, Spinoza nous incitait déjà il y a trois siècles à ne pas se plaindre des passions mais à les comprendre. Les comprendre non comme un obstacle à la raison mais

comme un apport complémentaire à l'exercice de celle-ci. Comprendre par exemple, avec Eva Illouz pour qui « le ressentiment fournit un puissant « adhésif » qui permet de créer des frontières cohésives à l'intérieur du groupe », en quoi les émotions, et notamment la peur, le dégoût, le ressentiment et l'amour de la patrie sont un danger pour la démocratie. Comprendre comme le propose Myriam Revault d'Allonnes que les passions publiques et les sensibilités collectives sont à même de mettre à jour une réalité plus complexe sans pour autant qu'il soit nécessaire de renoncer à la grille d'analyse et aux préconisations rationnelles indispensables fournies par Müller et par les juristes en général. Il faut donc les prendre en compte et pour cela revenir à la philosophie. La philosophie qui, par exemple, nous invite à prendre en compte ce que Jean-Jacques Rousseau appelle les principes affectifs antérieurs à la raison ; ces principes sont au nombre de trois : il s'agit de l'« amour de soi » qui est l'instinct de conservation, la « pitié » qui nous inspire une « répugnance naturelle à voir périr ou souffrir tout être sensible et particulièrement nos semblables » et l'« amour propre ». Combinés, les deux premiers principes concourent à ce que l'espèce humaine persévère dans son être, c'est-à-dire se conserve en organisant la vie en société mais le troisième qui se manifeste lors de l'entrée de l'individu dans l'univers social, peut faire que nous cédions à la tentation de nous comparer les uns aux autres, dans une logique de concurrence, de rivalité et de « fureur de se distinguer ». C'est ainsi que les dominants, dit Rousseau, peuvent en venir à n'estimer « les choses dont ils jouissent qu'autant que les autres en sont privés, et que, sans changer d'état, ils cesseraient d'être heureux, si le peuple cessait d'être misérable ». Comme les groupes intégrés cesseraient de s'estimer *bons* si les groupes précaires cessaient d'être *mauvais*.

Sans cette référence à ces principes émotionnels, on ne comprendrait pas que l'homme en société n'est pas un être débonnaire lorsque certains contextes particuliers l'amènent à faillir à son principe naturel de pitié et d'humanité, principe sur lequel repose, selon Claude Lévi-Strauss, toute la morale occidentale. On ne comprendrait pas que cette faillite n'est pas le fruit d'une pathologie inessentielle mais d'un risque circonstanciel autrement plus grave pouvant aller jusqu'à celui d'une régression même des sociétés dans la barbarie ; ce risque n'est pas nouveau, il parcourt toute l'histoire de la philosophie. Il a suscité l'inquiétude des anciens grecs jusqu'à Freud et sa mise en exergue de la pulsion de mort et de destruction et jusqu'à Norbert Elias ; pour ce dernier, le processus de « civilisation des mœurs » a beau caractériser les sociétés modernes, il n'empêche que l'imaginaire égalitaire des sociétés démocratiques n'est pas préservé de ce qu'il appelle les « effondrements de l'habitus civilisé » lorsque « les schémas de pensée binaires, les phénomènes de morcellement, les clôtures identitaires engendrent une hypertrophie des émotions conjuguées à la montée de l'indifférence ». C'est exactement ce qui caractérise les comportements des groupes établis ; cet effondrement survient lorsque la tendance au mépris, à la stigmatisation et à la déshumanisation de populations entières, contribue à la faillite de notre principe d'humanité que Levi-Strauss soumet, comme plus tard Souleyman Bachir Diagne, à notre capacité d'identification « à un autrui qui n'est pas seulement un parent, un proche, un compatriote, mais un homme quelconque du moment qu'il est homme ». Le ressentiment social contemporain est un moment de crise multiforme propice à la résurgence de cette faillite du principe d'humanité. Sa seule spécificité par rapport au siècle passé est d'inscrire cet effondrement dans la durée sous la forme d'un processus cumulatif de brutalisation lente qui érode à petit feu les fondations de la démocratie.

Lutter contre l'enfermement dans le récit victimaire :

Autant dire que le risque démocratique est permanent et que le contrat social en est moins l'acte fondateur que l'idéal régulateur auquel celle-ci ne doit pas cesser de tendre : la démocratie n'est pas un acquis mais une conquête et une conquête inlassable contre les défaillances auxquelles elle peut toujours être sujette. Pour les jeunes auteurs des enquêtes, ce travail continu de conquête de la démocratie sur elle-même suppose d'ouvrir le débat et de refuser l'enfermement dans le récit victimaire. Cela passe par la nécessité de prendre au sérieux les récits d'une population qui se rapproche de ce gouffre d'angoisse que représente la zone de vulnérabilité en lui proposant des projets de protection économique et d'émancipation sociale capables de faire le poids et de démonétiser la force électorale du racisme. Cela implique de reconnaître la peur sociale et de la reconnecter à des voies d'action crédibles et des horizons communs, lui redonner son rôle d'alerte avant que celle-ci ne devienne assourdissante et que n'ouvrant aucune porte, elle se transforme en rancœur et frustration. Il faut, disent-ils, restaurer la lisibilité de l'action publique, y réintroduire de l'espoir par des récits de mobilisation réalistes et désirables, désamorcer la polarisation en multipliant les espaces et les formats locaux de rencontres et d'échanges, lutter contre l'effet discriminant des réseaux sociaux et enfin, mettre devant leurs responsabilités les apprentis sorciers producteurs de récits anxiogènes, dont personne ne maîtrise véritablement les conséquences. Paul Ricoeur a ouvert la voie à ce travail en signalant le danger que représente la clôture du « possible narratif » lorsque la mémoire blessée et ressassée empêche l'ouverture du récit vers l'avenir et nous enferme dans la prison interprétative de la plainte et de la fixation identitaire ; ce récit qui nous définit doit pouvoir se reconfigurer sans cesse en s'ouvrant à d'autres paroles et notamment à la parole de ceux qui, ajoute Jacques Rancière, n'ont pas la parole. Pour Jürgen Habermas, ce travail passe par la nécessité de rendre intelligibles les conditions qui produisent impuissance, frustration et ressentiment afin de leur offrir des lieux d'expression, de les traduire politiquement et de les soumettre à des discussions ouvertes et égalitaires, au sein d'un espace public pluraliste et indépendant où il est possible de faire entendre sa voix, de participer à des échanges fondés sur l'écoute et le respect mutuel et de redonner au débat public toute « la force non violente du meilleur argument ». Tout ce travail doit être collectif parce que le ressentiment a des effets sur des populations entières avant de toucher les individus séparément. Il doit être collectif aussi afin de produire des institutions capables d'absorber les conflits et de digérer les frustrations plutôt que de les laisser s'accumuler en ressentiment dans le seul intérêt de ceux qui l'exploitent avec cynisme. Une démocratie qui laisse s'accumuler les affects et en offre la gestion aux extrêmes, sans leur offrir d'expression et de forme politique autres que démagogiques, organise les conditions de sa propre impuissance. Le ressentiment est le symptôme d'une crise de reconnaissance et de représentativité politique. Là où Nietzsche et Scheler voyaient une auto-destruction affective, il faut désormais reconnaître une insuffisance institutionnelle. Une société qui condamne les affects sans leur offrir de traduction politique ne pacifie rien : elle déplace la conflictualité vers des formes plus violentes, plus cyniques ou plus autoritaires. Le ressentiment devient alors moins un problème moral qu'un avertissement politique ; un avertissement qui doit sans cesse la conduire à s'interroger sur le fait de savoir si elle dispose encore des institutions, des pratiques et des langages capables de reconnaître et d'exprimer la colère, le mépris, la rancœur et le désir de vengeance, et ceci autrement que pour les exciter et pour les instrumentaliser à des fins de domination partisane.

Le ressentiment social actuel doit, en résumé, faire l'objet d'un travail collectif d'élaboration et de dépassement dialectique, dans le but de déceler et de colmater ensemble les failles démocratiques par lesquelles il s'insinue. Parce que fondamentalement la démocratie n'est pas le produit du ressentiment, elle en est le refus.

En conclusion, je dirais que ce travail à faire avec courage et sans culpabilisation, c'est ce que la philosophie est censée savoir faire et nous aider à faire, comme elle est censée nous permettre d'« espérer malgré tout » dans l'avenir et dans la démocratie (*cf Forum Le Monde - Le Mans 2026*). La philosophie doit en particulier nous aider à relayer ce message d'espoir dont Georges Didi-Hubermann nous a dit qu'il était celui qu'ont voulu, entre autres, nous transmettre, Rosa Luxembourg avant d'être assassinée par les forces du mal, Walter Benjamin avant qu'il ne soit contraint au suicide à la frontière espagnole ainsi qu'à travers quatre photographies, les membres du *Sonderkommando* du camp d'Auschwitz-Birkenau qui savaient leur mort proche et qui pourtant ont voulu nous alerter sur ce qu'ils voyaient. Eux savaient ce que vivre en démocratie signifiait. Ces messages doivent nous donner la force de nous extraire du processus de forclusion narrative, identitaire, sociale et géographique du ressentiment et de l'idée que celui-ci conduirait de manière prévisible au retour des « Lumières Sombres » (Arnaud Miranda). Pour Cynthia Fleury, c'est une affaire de dignité, de sublimation, d'éducation et de courage. Pour Sophie Nordmann, cela passe par notre capacité à ouvrir des brèches dans le présent afin que le futur ne soit pas le simple prolongement inéluctable d'une actualité aux allures de désespoir. Et ceci par des gestes à la fois individuels et collectifs qui nous rendent capables de briser l'envoûtement de la pensée mythique sécuritaire, de combattre les récits anxiogènes qui répandent la peur et ceux, divinatoires, des experts en recherche d'une vérité définitive qui signerait la fin de l'histoire, d'accepter d'affronter le risque d'un « peut-être » inattendu, d'un futur différent qui ne consiste pas à retourner vers un passé idéalisé au demeurant illusoire mais ouvre la promesse et l'espérance en un monde sinon meilleur, du moins autre que celui annoncé par les nouveaux prétendus maîtres du temps et du ressentiment.

Ressentiment et démocratie - Bibliographie

Antoine Bristielle	<i>Les Entrepreneurs de la Peur</i> - Jc Lattès - 2026
Arnaud Miranda	<i>Les Lumières sombres : comprendre la pensée néo-réactionnaire</i> - Gallimard 2026
Bart Brandsma	<i>La Société Polarisée</i> - Payot 2025
Bruno Coquard	<i>Ceux qui restent</i> - La Découverte 2022
Claude Levi-Strauss	<i>Anthropologie structurale II</i> - Gallimard 1973
Cynthia Fleury	<i>Ci-gît l'Amer (2020)</i> - Folio Essais 2022
Dominique Rousseau	<i>Radicaliser la démocratie</i> - Points essais 2017
Ernst Cassirer	<i>Le mythe de l'Etat</i> - (1946) - Tel Gallimard 1993
Eva Illouz	<i>Les Emotions contre la Démocratie</i> - Seuil 2024
Félicien Faury	<i>Des électeurs ordinaires</i> » - Points Essais 2026
Georg Simmel	<i>Comment la société est-elle possible</i> - Payot 2025
Georges Didi-Hubermann	<i>Images malgré tout</i> - Minuit 2003
Gilles Deleuze	<i>Nietzsche et la philosophie (7e édition)</i> - PUF Quadrige 19 Février 2014
Guliano Da Empoli	<i>Les ingénieurs du chaos</i> - Folio Actuel 2023
Henri Mendras	<i>La Seconde Révolution Française</i> - NRF 1988
Jacques Rancière	<i>La haine de la démocratie</i> - La Fabrique éditions 2025
Jan Werner Müller	<i>Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace</i> - Premier Parallèle 2025
Louis Godbout	<i>Le Discours du ressentiment</i> - Uppr Editions 2015
Marc Angenot	<i>Les Idéologies du Ressentiment</i> - Ed XYZ 2005
Marc Ferro	<i>Le Ressentiment dans l'Histoire</i> - Odile Jacob 2007
Max Scheler	<i>L'Homme du Ressentiment (1912)</i> - Bartillat 2022
Mickaël Lainé	<i>L'ère de la post-vérité</i> - La découverte 2025
Michel Feher	<i>Producteurs et parasites - l'imaginaire si désirable du Rassemblement National</i> - La Découverte 2024
Myriam Revault d'Allonnes	<i>Passions Publiques 2025</i> » - Seuil 2026
Nathalie Heinich	<i>Des Valeurs - une approche sociologique</i> - Gallimard 2017
Nicolas Duvoux	<i>in « Le ressentiment, passion sociale » dir. Antoine Grandjean et Florent Guénard</i> - PUR 2012

Nicolas Duvoux	<i>L'avenir Confisqué</i> - PUF 2023
Nietzsche	<i>Généalogie de la Morale</i> 1887
Norbert Elias et J Scotson	<i>Logique de l'exclusion</i> - Pluriel 2022
Olivier Mannoni	<i>Coulée Brune</i> - Controverses 2024
Olivier Schwartz	<i>Vivons-nous encore dans une société de classes ?</i> - la Vie des idées 2009
Paul Ricoeur	<i>La mémoire, l'histoire, l'oubli</i> - Points essais 2023
Robert Castel	<i>Les Métamorphoses de la question sociale</i> - Folio Essais 1999
Robert Castel	<i>L'insécurité sociale ; qu'est-ce qu'être protégé ?</i> Le Seuil La République Des Idées 2003
Serge Paugam	<i>La disqualification sociale</i> - PUF 1991
Sigmund Freud	<i>Le malaise dans la culture</i> - GF 2010
Sophie Nordmann	<i>La vocation de philosophe</i> - Calman-Levy 2025
Souleyman Bachir Diagne	<i>Universaliser</i> - Albin Michel 2026
Thomas Frank	<i>Pourquoi les pauvres votent à droite</i> - Agone -Eléments 2013
Thomas Hochmann	<i>On ne peut plus rien dire !</i> - Anamosa 2025
Tocqueville	<i>De la Démocratie en Amérique</i> - GF 1981
Valentin Husson	<i>Foules Ressentimentales, Petites philosophie du Troll</i> - Philo Magazine Editions 2025
Vincent de Gaulejac	<i>La lutte des places</i> - DDB 2014
Violaine Girard	<i>Le vote FN au village</i> - Croquant 2017
Wendy Brown	<i>Défaire le demos</i> - Amsterdam 2018